

Gianmarco Daniele, Olivier Marie et Paolo Pinotti Il n'y a pas de lien entre l'immigration et la hausse de la criminalité

Alimentée tant par certains médias que par des acteurs politiques, cette idée tenace relève du mythe. Mais les mesures criminalisant les immigrés en situation irrégulière ou limitant leur accès à l'emploi peuvent, elles, accroître la criminalité, démontrent les trois économistes



DÉPASSER LES RÉCITS FONDÉS SUR LA PEUR ET S'APPUYER SUR LES DONNÉES EST LA CLÉ POUR MIEUX COMPRENDRE ET VALORISER LE RÔLE DES IMMIGRANTS

La conviction selon laquelle l'immigration augmente la criminalité est l'une des idées reçues parmi les plus ancrées et les plus anciennes dans l'opinion publique, tant aux Etats-Unis qu'ailleurs. Ce mythe, né il y a plus d'un siècle, perdure malgré de nombreuses preuves du contraire.

Cette perception est entretenue par des figures politiques comme Donald Trump, qui en ont fait un axe central de leurs campagnes. Dès l'annonce de sa première candidature, en juin 2015, il a associé immigration et criminalité, affirmant, notamment : « Lorsque le Mexique nous envoie ses ressortissants, il n'envoie pas les meilleurs... Il envoie ceux qui nous amènent la drogue, le crime. » Au fil des ans, il a intensifié cette rhétorique, qua-

lifiant l'immigration de menace pour la sécurité publique. Lors de sa dernière campagne, au cours d'un meeting à Waunakee, dans le Wisconsin, le 1^{er} octobre 2024, il a déclaré : « L'épidémie de criminalité des migrants est la pire chose qui soit arrivée à notre pays en cinquante ans. »

Fossé entre perception et réalité

Et cela s'avère efficace politiquement : selon un sondage de septembre 2024 du Pew Research Center, l'immigration et la criminalité comptaient parmi les trois principales priorités des électeurs de Trump, juste après l'économie. Mais que disent les chiffres ?

Les études sur le sujet montrent qu'il n'y a pas de lien de cause à effet entre l'immigration et la hausse de la criminalité. Des étu-

des menées aux Etats-Unis, anciennes et récentes, ainsi que des analyses sur l'Italie et le Royaume-Uni, confirment que l'immigration n'a pas d'impact significatif sur les taux de criminalité.

Nous avons, de notre côté, analysé quinze années de données sur les flux migratoires et les taux de criminalité dans 216 régions de 23 pays européens. Les résultats ? Aucun lien significatif entre les niveaux d'immigration et les taux de criminalité. Au contraire, en utilisant des méthodes statistiques rigoureuses, il apparaît que, même dans les régions où l'immigration est importante, les taux de criminalité n'augmentent pas.

Pourquoi la perception et la réalité divergent-elles ? L'influence des médias et de la rhétorique politique, en particulier, alimente le mythe liant immigration et criminalité. Une couverture sélective et des titres sensationnalistes renforcent les stéréotypes, une stratégie souvent exploitée à des fins électorales, comme aux Etats-Unis par Trump. Le Chili illustre aussi ce décalage. Entre 2000 et 2010, la population étrangère a triplé sans hausse des taux de criminalité, malgré une inquiétude croissante. Ce fossé entre perception et réalité s'explique en grande partie par une couverture médiatique intense et biaisée.

Il serait cependant erroné d'affirmer que les migrants ne sont pas impliqués dans la criminalité. Dans de nombreux pays, ils sont surreprésentés en prison. Mais sans pour autant provoquer une hausse des taux de criminalité – une explication est que leur effectif reste trop faible pour influencer significativement sur ces

taux. De plus, un effet de « substitution » peut se produire, les immigrants remplaçant les locaux dans certaines activités illégales sans en accroître le volume global.

Certaines recherches ont examiné l'impact de facteurs externes, tels que le statut juridique ou les opportunités économiques limitées, sur la surreprésentation des immigrés dans les statistiques criminelles. Elles montrent que l'accès à un permis de travail légal et à un emploi stable est associé à des taux de criminalité plus faibles.

Rôle des politiques d'intégration

En Italie, par exemple, la régularisation de certains immigrants d'Europe de l'Est a entraîné une baisse de leur taux de criminalité de plus de 50 %. De même, une étude publiée aux Etats-Unis en décembre 2024 révèle que les immigrants d'aujourd'hui sont bien moins susceptibles d'être incarcérés qu'ils ne l'étaient dans les années 1960. Cette tendance s'explique, notamment, par de meilleures opportunités d'emploi et des structures familiales plus stables chez les hommes immigrés.

Les recherches montrent ainsi que les politiques d'intégration peuvent réduire significativement la criminalité. L'octroi d'un statut légal aux immigrants favorise leur insertion économique et sociale tout en diminuant les comportements déviants. A l'inverse, les mesures restrictives qui criminalisent les immigrés en situation irrégulière ou limitent leur accès à l'emploi peuvent, paradoxalement, accroître la criminalité. Privés d'opportunités légales, ils deviennent plus vulnérables

à l'exploitation ou aux activités illégales. L'élargissement de l'accès à l'emploi légal, notamment pour les demandeurs d'asile et les groupes vulnérables, contribuerait ainsi à des communautés plus sûres.

Alors que les Etats-Unis et d'autres pays redéfinissent actuellement leur politique migratoire, privilégier les preuves causales plutôt que les discours alarmistes permettrait d'adopter des mesures bénéfiques tant pour les immigrants que pour leurs communautés d'accueil. Encourager la participation économique, corriger les perceptions erronées et investir dans l'intégration sociale sont des leviers essentiels pour bâtir des sociétés plus justes et plus sûres. Dépasser les récits fondés sur la peur et s'appuyer sur les données est la clé pour mieux comprendre et valoriser le rôle des immigrants.

En définitive, l'immigration n'est pas une menace pour la sécurité publique, mais une ressource qui, bien gérée, peut enrichir et renforcer le tissu social et économique d'un pays. ■

Traduit de l'italien par
Philippe Audegean

Gianmarco Daniele est maître de conférences en économie à l'université de Milan ; **Olivier Marie** est professeur d'économie à l'université Erasme à Rotterdam ; **Paolo Pinotti** est professeur d'économie à l'université Bocconi à Milan